

Des raisons de la fortune de Camus en Europe centrale

Jeanyves Guérin

▶ **To cite this version:**

Jeanyves Guérin. Des raisons de la fortune de Camus en Europe centrale. Judit Maar et Krisztina Horvath. Camus de l'autre côté du Mur Réceptions de l'oeuvre camusienne, 19, L'Harmattan, 2014, Cahiers de la nouvelle Europe, 978-2-343-03320-4. hal-01446357

HAL Id: hal-01446357
https://hal.science/hal-01446357

Submitted on 25 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES RAISONS DE LA FORTUNE DE CAMUS EN EUROPE CENTRALE

De nombreux intellectuels français pensent que leur pays est à l'avant-garde de l'humanité. Quand en 1968 des étudiants tchèques vinrent présenter le printemps de Prague dans la Sorbonne occupée, leurs camarades français les écoutèrent distraitement et les sommèrent de préciser leurs positions sur la guerre du Vietnam. Les opposants et dissidents qui avaient fui le paradis socialiste avaient été encore plus mal accueillis à Paris vingt ans plus tôt. Ceux que Kravchenko puis David Rousset firent venir à la barre du tribunal de Paris furent abreuvés d'insultes quand bien même ces parias s'appelaient Jozef Czapski, Elinor Lipper et Margarete Buber-Neumann. Edgar Morin cite ce mot de Pierre Hervé : « Tout émigré des démocraties populaires était entre les mains de la police »[1]. Les combattants de la liberté se sont longtemps sentis oubliés de cette France qui se croyait encore à l'avant-garde du monde. Il convenait de rappeler ces faits peu plaisants avant d'en venir à la fortune anthume et posthume de Camus en Europe de l'Est. Czeslaw Milosz, à la mort de celui-ci, écrit : « Jamais les intellectuels hégéliens ne comprendront quelles conséquences ont pu avoir leurs arguties sur le plan des relations humaines, et quels abîmes ils creusaient entre eux et les habitants de l'Europe de l'Est, informés de Marx ou non »[2].

L'on mesure mal, vue de Paris, l'ampleur de cette fortune. Elle s'est révélée particulièrement durable dans trois pays, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie[3]. La gratitude[4], pour citer encore Milosz, est une des raisons de cette fortune. Une faible part de son œuvre a traversé le rideau de fer. C'est d'abord *L'Étranger*, souvent *La Peste*. Le paradigme de l'absurde fait sens à l'Est. Il renvoie à une expérience vécue quotidiennement de l'aliénation et produit des effets politiques. La lecture du premier roman a fait de Kertesz un écrivain. Cet auteur mène un long dialogue avec Camus. En tant qu'écrivain, l'un raconte le totalitarisme que l'autre a analysé et combattu en tant que citoyen[5]. *La Peste* se lit comme un roman anti-totalitaire et les lecteurs, dans un pays totalitaire savent lire[6]. À Prague et Cracovie, la constellation Camus - Kafka - Beckett - Ionesco, autour de 1960, a un potentiel subversif que ne mesurent pas les autorités. Il est évidemment hors de question qu'on édite ses articles politiques et a fortiori *L'Homme révolté*. Mais Kultura l'a traduit en polonais et le texte

[1] Edgar Morin, *Autocritique*, Seuil, 1975, p. 130. Ce livre de 1957 a été réédité en 2012 avec une nouvelle préface où l'auteur rend hommage à Camus. Celui-ci avait le livre dans sa bibliothèque.

[2] Czeslaw Milosz, « L'interlocuteur fraternel », *Preuves*, n° 110, avril 1960, p. 16.

[3] Voir Brigitte Gautier, *Un Humanisme subversif. Lectures polonaises de Camus, Malraux et Saint-Exupéry*, L'Harmattan, 2006 ; Brigitte Sändig (dir.), *Camus in Osten*, Universität Potsdam, 2000. Cet ouvrage étudie la fortune de Camus en Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Lettonie et Russie.

[4] Czeslaw Milosz, *Art. cit.* p. 16.

[5] Voir Dorotyya Szavai, « Le Sisyphe hongrois. Sur le dialogue Camus – Kertesz » in Joanna Nowicki et Catherine Mayaux (dir.), *L'Autre Francophonie*, Honoré Champion, 2012, p. 61-172.

[6] « La Peste est le meilleur livre sur les attitudes possibles devant le fléau totalitaire » (Czeslaw Milosz, *Art. cit.* p. 15).

français a circulé clandestinement. Comme l'avait dit Jerzy Kwiatkowski au colloque de Nanterre, son auteur a été « naturalisé » polonais, « écrivain de l'époque du dégel polonais »[7].

Camus n'a pas attendu 1956 pour critiquer et condamner le communisme. Il a été membre du PC entre 1935 et 1937 sans jamais avoir été marxiste. En 1945-1946, il officialise sa rupture dans des articles de *Combat*, et notamment la série « Ni victimes ni bourreaux ». Il y entrevoit, avec quelques décennies d'avance, « la fin des idéologies » (OC2, 443)[8]. Il parle de « socialisme mystifié » (OC2, 441) et de « révolution travestie » (OC2, 443). Il appelle le parti socialiste à démarxiser son corpus doctrinal. Les communistes font attaquer le recueil par un de leurs compagnons de route, Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Dans une première réponse, Camus reprend l'idée de « mystifications » (OC2, 461 cf. OC2, 482). Quelques formules préfigurent ses écrits des années 1953-1957 dont il sera question plus loin. « Dans votre système, un ouvrier opposant ne s'admet pas plus qu'un intellectuel dissident » (OC2, 460). « Tout idée fausse finit dans le sang, mais il s'agit toujours du sang des autres » (OC2, 463). Dans la deuxième réponse, il évoque les camps soviétiques (OC2, 466) et le coup de Prague (OC2, 467). Le recueil s'achève sur un texte où il oppose la liberté aux idéologies totalitaires (OC2, 488-495). L'écrivain citoyen a affiné sa réflexion en même temps qu'il a complété son information.

L'affrontement entre les démocraties et les totalitarismes commande la réflexion politique de Camus. Le péril, pour lui, vient désormais de l'Union soviétique dont le parti communiste est l'instrument servile en France. Le stalinisme n'est pas, pour lui, l'invention d'idéologues yankees. Le camp d'Auschwitz a été fermé, le Goulag reste en place et reçoit des fournées de nouveaux pensionnaires. Si le Troisième Reich s'est effondré et si ses alliés partagent son sort, l'U.R.S.S. sort renforcée et s'offre un glacis d'États satellites. Camus comprend très vite que l'Armée rouge n'a pas libéré mais asservi, il dit « colonisé » (OC4, 302) l'Europe centrale[9]. Un système international bipolaire se met en place dès 1945. La « politique des blocs » (OC2, 758) ou, comme il le dit, des « camps retranchés » (OC3, 255) divise implacablement le vieux continent. On a d'un côté des régimes démocratiques et pluralistes, de l'autre des régimes totalitaires.

Camus a vu les accords de Yalta qui abandonnaient l'Europe centrale à Staline comme d'un nouveau Munich (OC2, 480). Il est de ceux qui envisagent une Europe neutre, pacifique et socialiste, indépendante des États-Unis comme de l'Union soviétique. Sa signature figure au bas de l'appel que publie la revue *Esprit* en novembre 1947. On y lit : « Aucun pays ne peut vaincre à lui seul la famine, la misère ni le froid. […]. Divisée, l'Europe peut être à l'origine de la guerre ; unie, à l'origine de la paix ». Ces « citoyens de l'Europe » préconisent l'abolition et des intérêts capitalistes et des barrières douanières, donc une « révolution socialiste » (OC2, 701-704). Pour la plupart des signataires, personnalistes et existentialistes, l'équidistance des deux grands est en trompe-l'œil. C'est des États-Unis que vient le péril majeur pour les existentialistes et les personnalistes. D'où l'hostilité résolue des uns et des autres à l'Alliance atlantique, au plan Marshall et à la culture de masse venue d'outre-Atlantique. Il ne faut surtout pas être vu comme anticommuniste.

---

[7] Jerzy Kwiatkowski, « Camus en Pologne » in Jeanyves Guérin (dir.), *Camus et la politique*, L'Harmattan, 1986, p. 45.

[8] Éditions de référence : Albert Camus, *Œuvres complètes*, 4 volumes, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2006-2008.

[9] Dans un texte non publié, il parle, en 1957, d'un « nouveau et puissant colonialisme » (OC4, 576).

De 1948 à 1950, Camus anime un groupe d'une quinzaine de personnes, intellectuels et militants, qui s'est donné une double tâche : informer sur les régimes totalitaires et aider leurs « victimes » (OC3, 861). L'idée semble venue de Nicola Chiaromonte. Le même « esprit de résistance » anime ses proches, des syndicalistes et des anarchistes. Il y a là Robert Jaussaud, Roger Lapeyre, Nicolas Lazarevitch, Daniel Martinet, Jean Bloch-Michel, Gilbert Sigaux, Gilbert Walusinski. Jacques Monod, René Char, Louis Guilloux et Alfred Rosmer ont été associés à l'entreprise. L'inspiration de son Manifeste constitutif (OC3, 861-863) où l'on reconnaît des formules de Camus est clairement libertaire et internationaliste. Dans une conférence donnée à New York en mars 1946 et titrée « La crise de l'homme », l'écrivain appelait à la création, « en dehors des partis et des gouvernements », de communautés qui témoigneraient, dans leurs activités et leurs réflexions, d'un monde autre que « celui de policiers, de soldats et de l'argent » (OC2, 746).

Le petit groupe se propose une « action de résistance limitée » (OC3, 862). Il fait en sorte que des réfugiés venus de l'Europe de l'Est et d'Espagne obtiennent un permis de travail ou un logement. Il prend position, en faveur de condamnés à mort espagnols et soutient le projet d'enquête de David Rousset sur les camps de travail en URSS. Il publie un *Bulletin*, au tirage limité, destiné à des cadres syndicalistes. Quatre numéros paraissent entre mars 1949 et avril 1950. On y trouve des documents et des articles de Dwight Macdonald et de George Orwell. Dans l'article déjà cité, Milosz écrit : « Camus était un de ces intellectuels occidentaux, peu nombreux, qui m'ont tendu la main quand j'eus quitté la Pologne stalinienne, en 1951, tandis que d'autres m'évitaient en me considérant comme un pestiféré et un pécheur contre l'Avenir »[10]. Parlant des « maudits », René Char lui écrit à l'époque : « Vous êtes un phare pour eux »[11].

L'aventure des Groupes de liaison internationale a duré moins de deux ans. L'écriture de *L'Homme révolté* mobilise Camus et ses compagnons ne sont pas toujours d'accord entre eux. Les « îlots de résistance » (OC3, 862) qu'envisage le manifeste des GLI à la fois rappellent les « formations sanitaires » de *La Peste* et préfigurent à la fois une O.N.G. internationale telle qu'Amnesty International, organisation fondée l'année même de sa mort, et les noyaux de dissidence qui, dans les années qui suivent, émergent en Europe de l'Est[12]. Camus essaie d'être un passeur entre l'Est et l'Ouest. Il s'efforce ainsi de faire éditer par les éditions Gallimard, *Un Monde à part* de Gustaw Herling. Qu'il n'y soit pas parvenu montre l'ampleur des résistances.

Les intellectuels, à l'époque, préfèrent attaquer le totalitarisme abattu que regarder en face le totalitarisme triomphant. La mémoire du premier fait oublier la réalité du second. Quand il s'agit du communisme soviétique, la foi a raison des faits. Raymond Aron ne cesse de l'écrire à *Combat* d'abord puis dans un brillant essai, *Le Grand Schisme*, qui ne change pas la

---

[10] Czeslaw Milosz, *Art. cit.* p. 16.Voir aussi du même auteur, « Un homme déchiré comme moi-même », *Le Nouvel Observateur*, 8-13 juin 1994.

[11] Albert Camus, René Char, *Correspondance 1946-1959*, Gallimard, 2007, p. 66.

[12] Roger Lapeyre, « Sur une activité d'Albert Camus », *Le Monde libertaire* n° 57, février 1960 ; Daniel Martinet, « Albert Camus aux Groupes de liaison internationale », *Témoins*, n° 23, mai 1960, p. 6-7 ; Gilbert Walusinski, « Camus et les Groupes de liaison internationale », *La Quinzaine littéraire*, n° 299, 1979, p. 22-24 ; Philippe Vanney, « Par-dessus les frontières, des îlots de résistance. Camus et les Groupes de Liaison Internationale », Université Dokkyo, *Bulletin d'Études françaises*, n° 30, mars 1999, p. 155-189.

donne[13]. Camus en est intimement convaincu dès cette époque. Son antinazisme ou antifascisme s'est transformé en un anti-totalitarisme qui se cherche des assises philosophiques et ne trouve pas de débouché politique. C'est pourquoi il écrit *L'Homme révolté*.

Le chapitre de l'essai titré « la révolte historique » fait date et soulève une tempête. Quand on relit aujourd'hui ces pages, on ne peut être qu'impressionné par la fermeté des analyses, qu'il s'agisse de la distinction entre révolte et révolution, de la critique de l'idéologie allemande, de l'échec de la prophétie marxiste, de l'accaparement de l'idée socialiste par des doctrinaires et des bureaucrates. Et Camus d'opposer « la démocratie ouvrière et la dictature militaire et bureaucratique, la justice et l'efficacité » (OC3, 259) et un peu plus loin « les forces de la révolte et celles de la révolution césarienne » (OC3, 276). Il évoque chemin faisant les pénuries et la propagande, la terreur et les procès, le nom de Rajk étant cité, les camps de concentration, et reprend l'idée d'une « mystification » (OC3, 254, 261 et passim). « Tout révolutionnaire finit en oppresseur ou en hérétique » (OC2, 275). Critiquer l'URSS et/ou les démocraties populaires, c'est servir la bourgeoisie, l'impérialisme américain, les nostalgiques du Reich. Les critiques pleuvent sur le livre. Celle de Victor Leduc en première page de *L'Humanité* était prévisible[14]. Celle de Francis Jeanson aux *Temps modernes* l'était moins[15].

Au même moment, François Fejtö publie son *Histoire des démocraties populaires*. Qui veut s'informer peut lire ce livre. Il n'est pas sûr que Camus l'ait lu. Dans sa bibliothèque figurent, outre de nombreux ouvrages de Tocqueville, Péguy, Kafka et Malraux, *The Origins of totalitarianism* de Hannah Arendt, *Introduction à la philosophie de l'histoire*, *Le Grand Schisme, Espoir et peur du siècle* et *Polémiques* de Raymond Aron, *La Pensée captive* de Milosz, *Idéologies et réalité* de Jeanne Hersch, *Pays sans justice* et *La Nouvelle Classe dirigeante* de Milovan Djilas…

« L'idée communiste est à son zénith à Rome et Paris au moment où elle tend à n'être plus à Varsovie ou Bucarest que le masque de l'oppression russe »[16]. Cette remarque de François Furet montre *a contrario* la singularité de Camus. S'il est un auteur pour qui il n'existe pas de rideau de fer entre les esprits, c'est bien lui. À trois reprises, il va prendre la parole pour saluer des insurrections à l'Est. Parce qu'on a augmenté leurs normes de travail, mais pas leur salaire déjà misérable, les ouvriers de Berlin Est, les 16-17 juin 1953, déclenchent une grève avec laquelle la population se solidarise. Comme cela avait été fait peu avant à Ostrava et Pilsen, les chars soviétiques noient dans le sang un mouvement qui commençait à s'étendre à d'autres villes. Le régime incrimine des éléments criminels et des agitateurs fascistes venus de l'Ouest. Dix-neuf meneurs sont condamnés à mort et exécutés dès le 19 juin. Camus est amené à prendre la parole à la Mutualité en même temps que David Rousset et Manès Sperber. *Témoins* publie peu après le texte de son allocution. On y trouve quelques mots-clés de *L'Homme révolté* : « mystification », « solidarité ». Camus pointe l'hémiplégie des intellectuels progressistes et la façon dont a été neutralisée « la tragédie de Berlin ». « Quand un travailleur, quelque part au monde, dresse ses poings nus devant un tank et crie qu'il n'est pas esclave, que sommes nous si nous restons indifférents ? » (OC3, 926). Les événements se sont passés tout près de la frontière. C'est pourquoi ils ont été plus médiatisés que ceux de

[13] Raymond Aron, *Le Grand Schisme*, Gallimard, 1948.
[14] Victor Leduc, « Un bréviaire de la contre-révolution », *L'Humanité*, 26 janvier 1952.
[15] Francis Jeanson, « Albert Camus ou l'âme révoltée », *Les Temps modernes*, n° 79, mai 1952, p. 2070-2090.
[16] François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Le Livre de poche, 1996, p. 684.

Tchécoslovaquie. Dans ce texte, Camus pose la question de l'information et de la désinformation. « On n'est jamais qu'à moitié renseigné sur ce qui se passe dans les régimes totalitaires, quels qu'ils soient. Et faut-il alors que la dictature soit seule soustraite au jugement de l'opinion publique parce que seule elle se refuse à informer l'opinion publique » (OC3, 927). Il demande une commission d'enquête où seraient représentés les syndicats.

En juin 1956, les ouvriers de Poznan manifestent et se mettent en grève pour des revendications salariales et de meilleures conditions de travail. Or, le droit de grève n'existe pas dans la Pologne communiste. La répression s'abat immédiatement sur la ville qui s'est solidarisée avec eux. « Non, déclare Camus, ce n'est pas un régime normal que celui où l'ouvrier se voit contraint de choisir entre la misère et la mort ». Les ouvriers polonais, par leurs sacrifices, ont acquis le droit au respect et à la « solidarité ». Le mot figure deux fois dans son texte. On y lit encore : « Ceux-là se sont exclus du mouvement ouvrier, et de son honneur, qui, au spectacle de travailleurs avançant au coude à coude devant les tanks, pour exiger le pain et la liberté, n'ont d'autre réaction que de traiter ces martyrs de fascistes ». La phrase vise Tito. Elle renvoie à un texte antérieur recueilli dans *Actuelles II* et où Camus défend le syndicalisme démocratique[17]. « Aujourd'hui, écrit-il encore, la vérité, la terrible vérité éclate. Le mythe vole en éclats. (…) Les ouvriers de Poznan viennent de porter le dernier coup à une mystification longtemps triomphante, longtemps cynique. Les feux de l'insurrection polonaise illuminent aux yeux de tous la déchéance et le malheur d'une révolution pervertie ». Et il a cette formule : « Liberté ou barbarie » (OC3, 1129-1131). Au même moment, d'autres disaient : *Socialisme ou barbarie*. « Liberté » est le mot-clé du texte. Il fait réseau avec « vérité », « sacrifice », « revendications » et « peuple ». Quelques mois plus tard, les émeutiers jugés à Varsovie se voient infliger de lourdes peines de prison et surtout une relève s'effectue à la tête du Parti. Les Soviétiques doivent accepter que Gomulka devienne l'homme fort du régime. Camus ne commente pas l'octobre polonais. Alors qu'à *France-Observateur*, Claude Bourdet et Gilles Martinet puis aux *Temps modernes* Sartre[18] s'enthousiasment, il semble être resté sceptique. La suite lui donne raison.

Et la Hongrie s'enflamme[19]. La parole se libère. Le personnel stalinien était toujours en place. Les provocations policières transforment une pacifique manifestation de masse en l'insurrection d'un peuple. Des conseils d'ouvriers et de soldats – des « soviets antisoviétiques »[20] - se forment à Budapest et dans les grandes villes. Ils font leur jonction avec les intellectuels et les étudiants sur une plate-forme de revendications démocratiques : abolition de la censure, émancipation des syndicats, fin du monopartisme. Une partie des communistes se place du côté du peuple. Imre Nagy, communiste réformateur et patriote, à peine redevenu chef du gouvernement, proclame la neutralité du pays et promet des élections libres. De réformiste ou révisionniste, le mouvement devient révolutionnaire. Les sociaux-démocrates laminés en 1948 entrent au gouvernement. Une presse libre apparaît. Les fondements du parti-État totalitaire sont en cause. Pour reprendre des formules de *L'Homme*

[17] Albert Camus, « Le pain et la liberté, » *Actuelles* II. OC3, p. 444-450. Le texte a d'abord paru dans *La Révolution prolétarienne* en septembre 1953.

[18] « Le socialisme polonais », *Les Temps modernes*, n° 132-133, février-mars 1957, p. 1065-1447.

[19] La commission d'enquête de l'ONU donne les faits dans un rapport précis qui figure dans un ouvrage publié par le Congrès pour la liberté de la culture, *La Révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'octobre* (Plon, 1957). Voir aussi François Fejtö, *La Tragédie hongroise*, Horay, 1956.

[20] François Fejtö, *Op. cit.* p. 290.

révolté, la « démocratie ouvrière » se heurte à la « dictature militaire et bureaucratique » (OC3, 259).

Le 3 novembre, *Le Figaro littéraire* interroge neuf écrivains[21], dont Camus. Sa réponse est lapidaire. La révolte hongroise a éveillé en lui « un sentiment de solidarité totale » et a confirmé ses idées. Le mythe soviétique en France repose sur une « admiration maniaque de la force », une « fausse philosophie de l'histoire » qui est un « culte nihiliste du fait accompli ». Ce ne sont pas des personnalités qui sont en cause, mais « des institutions ». À Camus, écrit Fejtö dans ses *Mémoires*, « il n'était pas besoin de rien expliquer : il avait tout de suite compris la révolution, ses causes, ses objectifs »[22]. *Le Monde*, le 6, publie une pétition œcuménique qui le compte parmi ses signataires avec André Breton et Gabriel Marcel. Leur solidarité est totale avec les intellectuels hongrois. Moscou, y lit-on, est « la capitale de la réaction absolutiste mondiale ». Entre temps, l'armée rouge a commencé à mettre Budapest à feu et à sang.

Le 4 novembre, la Fédération des écrivains hongrois lance un appel désespéré aux écrivains occidentaux. Sont nommément interpellés une douzaine d'entre eux, dont, pour la France, Camus, Malraux et Mauriac[23]. Dès le 10, *Franc-Tireur* publie la réponse du premier[24]. « Les paroles ne suffisent pas » non plus que « les vaines lamentations ». Il avoue un sentiment de « tragique impuissance », de révolte, de tristesse et de honte. C'est que la société internationale a failli à nouveau. Et d'évoquer le précédent de la guerre d'Espagne. « Déjà il y a vingt ans, nous avons laissé écraser la République espagnole par les troupes et par les armes d'une dictature étrangère ». Son article comporte ensuite une initiative originale. Il propose que les intellectuels destinataires de l'appel et d'autres s'adressent à l'O.N.U. et exigent « le retrait immédiat des troupes soviétiques », « la libération des détenus et des déportés » et « une consultation libre du peuple hongrois ». Les États n'ont pas pris leur responsabilité. Il revient aux écrivains de manifester que « la véritable Europe existe, unie dans la justice et la liberté, face à toutes les tyrannies ». Et il ajoute : « Les combattants hongrois meurent en masse aujourd'hui pour cette Europe » (OC3, 990-992)[25].

La presse du parti communiste français parle d'une contre-révolution voire d'une chouannerie fasciste. Citons, par exemple, André Stil : « Au moment où toute la réaction d'ici fait naturellement cause commune avec les forces contre-révolutionnaires hongroises, le cœur de la classe ouvrière bat avec ceux qui barrent la route à ces forces d'un passé odieux, les maîtrisant, et écrivent avec leur sang encore une grande page de l'histoire du combat des peuples pour le plus grand idéal que la terre ait porté »[26]. Le 12 novembre, Jacques Duclos s'écrie « Vive la Hongrie socialiste ! » tandis que la CGT organise une journée d'action contre le fascisme qui se solde par un échec. Le 14, André Stil titre son article « Budapest revient à la vie ». On ne saurait mieux prostituer les mots. « La vérité, réplique Camus dans un entretien à l'hebdomadaire *Demain*, est que nous avons assisté à une révolte d'ouvriers,

---

[21] Les autres sont Robert Aron, Pierre Emmanuel, Stanislas Fumet, Pierre Gascar, Gabriel Marcel, Louis Martin-Chauffier, Jules Monnerot et Charles Vildrac.

[22] François Fejtö, *Mémoires, de Budapest à Paris*, Calmann-Lévy, 1986, p. 248.

[23] L'appel figure en première page du *Figaro littéraire* le 10 novembre.

[24] « Pour une démarche commune des intellectuels européens », *Franc-Tireur*, 10 novembre 1956. Le même texte reparaît dans la revue *Témoins*. Les archives de Camus conservent une trentaine de réponses, dont celle de Roger Martin du Gard.

[25] L'article sera repris dans *La Révolution prolétarienne* en février 1957.

[26] André Stil, *L'Humanité*

d'intellectuels et de paysans qui voulaient l'indépendance nationale et la liberté des personnes. Le vrai fascisme, pour parler clair, est celui de Kadar et Khrouchtchev qui ont procédé à l'écrasement d'une révolte populaire et de ses Soviets » (OC4, 558). Dans une allocution prononcée le 15 mars 1957, que publient *Franc-Tireur* puis *Témoins* et dont des extraits traduits en cinq langues et titrés « le sang des Hongrois » servent de préface à un ouvrage *Gloria victis 1956*[27], il déclare que « l'Etat contre-révolutionnaire » un jour s'écroulera partout « sous le poids ses mensonges et de ses contradictions » (OC4, 561). La peur a changé de camp. Il faudra encore attendre trente-deux ans pour que s'ouvre la prison des peuples.

Les démocraties européennes ont versé des « larmes vertueuses » (OC, 560) et laissé écraser l'insurrection du peuple hongrois. Les intellectuels démocrates n'ont pu que déplorer leur « impuissance » (OC4, 600, 629). Des discours ne peuvent rien contre la force des armes et la géopolitique. Camus le sait qui parle de la « tragédie hongroise » (OC4, 600). Il fait le lien entre les trois révoltes. Comme Raymond Aron[28] au même moment, il les qualifie d'« antitotalitaires ». « Le peuple lui-même a pris la parole. Il s'est mis à parler à Berlin, en Tchécoslovaquie, à Poznan et, pour finir à Budapest. Là, en même temps que lui, les intellectuels ont arraché leur bâillon » (OC4, 562). « L'insurrection hongroise, déclare encore, s'est faite d'abord contre un mensonge généralisé » (OC4, 556). Et de saluer l'alliance réalisée entre les militants ouvriers et les intellectuels. « Vérité et liberté », telle est la devise qu'il lui donne (OC4, 562, 564).

Ces écrits et discours d'intervention appellent trois remarques. D'abord Camus n'a jamais évoqué le rapport Khrouchtchev et le XXe congrès du P.C.U.S. ni dans un texte public ni dans ses *Carnets*. Il n'escompte aucune régénération et réforme du système. Ensuite il regrette, dans son entretien à *Demain*, que les pays décolonisés, « le groupe de Bandoeng », et il cite une Inde oublieuse de Gandhi (OC4, 556-557), ne se soient pas solidarisés avec la Hongrie. L'anti-impérialisme est sélectif, à géométrie variable. Enfin après la défaite de leur insurrection, l'échec de leur grève générale, les Hongrois, note-t-il, n'ont pas pratiqué le terrorisme contre les Russes (OC4, 576).

Le 6 novembre 1957, Camus adresse un message de « solidarité » à des écrivains hongrois réunis à Londres : « Les régimes totalitaires n'ont pas de meilleurs alliés que la lassitude et l'oubli (…). Nous ne serons jamais quittes avec les insurgés d'octobre aussi longtemps que la liberté ne sera pas rendue à la nation et au peuple hongrois »[29] (OC4, 589). À la force brute et au mensonge[30], il faut opposer « la mémoire et l'obstination ». Soutenir la « résistance muette » (OC4, 561), politique et éthique des Hongrois. Produire des documents et des témoignages. Dans son *Discours de Stockholm*, il rappelle le mois suivant, qu'il existe une

---

[27] *Gloria victis az 1956. Magyar szabadsaghan koltoi visshangia a Nagy vilagban*, Osterley Bookshop, 1966. Ce texte aussi sert de préface à l'ouvrage de Tibor Meray, *Budapest*, Robert Laffont, 1962.

[28] Raymond Aron, « Une révolution antitotalitaire » in *La Révolution hongroise*, Plon, 1957, p. I-XIV. Voir aussi Claude Lefort, « La première révolution antitotalitaire » in Pierre Kende et Krzysztof Pomian (dir.), *Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, Seuil, 1978, p. 93-99.

[29] *Le Figaro*, 5 novembre 1957 ; *Le Monde*, 6 novembre 1957. Quelques jours plus tôt, Camus a signé un appel de prix Nobel en faveur de Tibor Déry et de trois écrivains jugés à Budapest pour leur participation à la révolution hongroise (*The Times*, 31 octobre 1957).

[30] Le gouvernement hongrois a publié cinq livres blancs sur la contre-révolution.

« Europe de la torture et des prisons » (OC4, 241)[31]. En 1958, il préface *La Vérité sur l'affaire Nagy*, les éditions française et anglaise d'un livre blanc qu'a réuni Melvin Lassky. Le chef du gouvernement révolutionnaire et trois de compagnons ont été exécutés après un procès à huis clos. Il s'agit de défendre leur honneur et leur mémoire en un contre-procès. L'on rappellera pour mémoire ses interventions en faveur de Tibor Déry et des écrivains emprisonnés[32] et qu'une partie du montant de son prix Nobel est allée à des intellectuels hongrois emprisonnés et à leurs familles.

Les révoltes ouvrières et populaires de Berlin-Est et de Poznan ont soulevé beaucoup moins d'émotion que celle de Budapest. L'onde de choc se traduit en une vague d'écrits que l'on peut classer en plusieurs catégories. Pour les communistes orthodoxes, les hyperstaliniens[33] selon la terminologie d'Edgar Morin, l'Union soviétique a toujours raison. En une sorte de délire paranoïaque collectif, ils font bloc derrière la direction de leur Parti. Le seul socialisme possible est le stalinisme. Ce sont les Occidentaux qui ont manipulé des fascistes[34]. Pour les progressistes et les compagnons de route, les hypostaliniens, comme les appelle Edgar Morin, Khrouchtchev a été brutal, maladroit en envoyant ses chars à Budapest. Au temps de la guerre froide, ils ont avalé les procès de Prague et d'ailleurs, la vague antisémite en URSS, les élucubrations de Lyssenko, le réalisme socialiste etc. Dans un entretien à *L'Express*, Sartre[35] estime que le rapport Khrouchtchev a été une « faute » et que « les masses » n'étaient pas prêtes à « recevoir » la vérité[36]. Il ne fallait désespérer ni Billancourt ni Budapest. Une pétition rédigée par Vercors et publiée par *France-Observateur* condamne et « l'emploi des canons et des chars pour briser la révolte du peuple hongrois » et « les hypocrites qui osent s'indigner aujourd'hui » alors qu'ils ont laissé les États-Unis intervenir au Guatemala et les Franco-Anglais à Suez[37]. On reconnaît là un argument doxique. Dans un pavé de cent-vingt pages confié aux *Temps modernes*, *Le Fantôme de Staline*[38], Sartre, qui s'est rapproché de

[31] Ce discours est plusieurs fois lu sur les ondes de Radio Free Europe.

[32] Camus et deux autres lauréats du prix Nobel, Mauriac et Martin du Gard, envoient un télégramme à Kadar pour plaider la cause de quatre écrivains. Voir *Le Figaro littéraire*, 9 novembre 1957.

[33] Voir Edgar Morin, *Op. cit.*

[34] Outre la collection de *L'Humanité*, il faut consulter les articles de Léo Figuères aux *Cahiers du communisme* (novembre et décembre 1956) et les brochures de propagande : André Stil, *Je reviens de Budapest*, Éd. du PCF, 1956 (Cf. *L'Humanité*, 20 novembre 1956) ; *Vérités sur la Hongrie : documents, photos, commentaires présentés à la réflexion de tous les honnêtes gens*, Éd. du PCF, 1956 ; Maurice Thorez, Étienne Fajon, *La situation internationale : les événements de Pologne et de Hongrie*, Éd. du PCF, 1956…

[35] « Porté par l'histoire, le P.C. manifeste une extraordinaire intelligence objective : il est rare qu'il ses trompe ; il fait ce qu'il faut », venait d'écrire Sartre du PCF (« Le réformisme et les fétiches », *Les Temps modernes*, février 1956, p. 1158).

[36] « Après Budapest, Sartre parle », *L'Express*, 9 novembre 1956.

[37] « Contre l'intervention soviétique », *France-Observateur*, 8 novembre 1956. Parmi les signataires, des communistes troublés (Claude Roy, Roger Vailland) et des compagnons de route (Sartre, Simone de Beauvoir, Vercors).

[38] Jean-Paul Sartre, « Le fantôme de Staline », *Les Temps modernes*, n° 129-131, novembre-décembre 1956-janvier 1957, p. 579-696. Cette longue étude enchaîne une analyse fouillée de la révolution hongroise et une défense du communisme (« Le communisme nous apparaît, malgré tout, comme le seul mouvement qui porte encore en lui les chances du socialisme », p. 582). La deuxième partie annule la première.

François Fejtö[39], admet et regrette des déviations, des abus et des erreurs. Le système et l'idéologie soviétiques ne sont pas en cause. La déstalinisation esquissée au XXe congrès ne doit pas être une décommunisation. Le communisme est un bloc. La nature socialiste du régime est hors débat. Lui qui a beaucoup disserté sur la mauvaise foi ne remet pas en question la foi mauvaise qu'est le marxisme-léninisme, foi qu'il a embrassée en 1952. L'autocritique, on le sait, ne fait pas partie du logiciel existentialiste ni le totalitarisme de son réseau conceptuel. La vulgate est sauve. Le surmoi idéologique continue de fonctionner. Le stalinisme reflue, le marxisme reste à son zénith. L'anti-anticommunisme reste de rigueur[40]. Le bébé barbote toujours dans l'eau sale de son bain. « Sartre et ses compagnons, écrit après coup Fejtö, supportaient difficilement de se retrouver dans le même camp que Camus, Raymond Aron et autres anticommunistes notoires qui, pour eux, appartenaient à l'espèce humaine des salauds »[41].

D'autres auteurs de gauche n'ont pas ces prudences. Aimé Césaire rompt avec le Parti dont il est député et écrit dans sa *Lettre à Maurice Thorez* : « Des bureaucraties coupées du peuple, des bureaucraties usurpatrices et dont il est maintenant prouvé qu'il n'y a rien à en attendre ont réussi la piteuse merveille de transformer en cauchemar ce que l'humanité a pendant longtemps caressé comme un rêve : le socialisme ». Edgar Morin qui a été exclu du PCF quelques années plus tôt publie *Autocritique*. Il utilise les mêmes arguments et parfois les mêmes mots que Camus. Le stalinisme est une « mystification mystifiée »[42]. « Le prolétariat des pays socialistes non seulement ne se reconnaissait pas dans le Parti, mais aspirait à en secouer le joug »[43]. La classe ouvrière s'oppose à l'appareil bureaucratique du Parti. Celui-ci ne la représente pas, il l'opprime.

De Berlin à Budapest, il est une première leçon à tirer de l'événement. Camus la fait tenir en deux formules qui commandent sa philosophie politique : « Sans liberté, on peut perfectionner l'industrie lourde, mais non la justice ou la vérité. (…) aucun des maux auxquels prétend remédier le totalitarisme n'est pire que le totalitarisme lui-même » (OC4, 588 cf. OC4, 560). L'échec de Nagy, comme plus tard ceux de Dubcek et de Gorbatchev, est celui des communistes réformateurs. Le système n'était pas réformable. « Il n'y a pas d'évolution possible dans une société totalitaire » (OC4, 563). Une deuxième leçon est qu'il n'est pas de démocratie économique sans la démocratie politique (OC4, 564), c'est-à-dire le pluripartisme et des élections libres. Ce sera, dans les décennies qui suivent, une idée-force des dissidents.

Jamais la convergence n'a été aussi nette entre Camus et Raymond Aron. « L'histoire va dans le sens de la liberté », avait écrit celui-ci à l'aube de l'insurrection hongroise[44]. Philosophe et politologue, il produit en 1957 une magistrale analyse des événements, de leurs causes et conséquences dans sa préface à l'édition française du livre blanc du Congrès pour la liberté de la culture. « Les hommes, écrit-il, donnent le même sens au mot liberté des deux côtés du

[39] Sartre donne une lettre-préface à *La Tragédie hongroise* (Horay, 1956) dans laquelle il dit sa « solidarité » (p. 11) et lui aussi parle de « tragédie » (p. 12). Il demande aussi à Fejtö d'alimenter le numéro spécial des *Temps modernes* consacré à la révolution hongroise (*Op. cit*. p. 755-1036).

[40] Tant que les communistes (révisionnistes ou titistes) ont contrôlé le mouvement, tout allait bien dans le meilleur des mondes. L'ouverture vers les sociaux-démocrates et la libération du cardinal Mindzenty ont choqué plus d'un progressiste.

[41] François Fejtö, *Op. cit*. p. 247.

[42] Edgar Morin, *Op. cit*. p. 125.

[43] *Ibid*. p. 147.

[44] Raymond Aron, « L'histoire va dans le sens de la liberté », *Le Figaro*, 26 octobre 1956.

rideau de fer »[45]. C'est un penseur, qui plus est, un penseur libéral ; il n'a pas le capital symbolique d'un écrivain nobélisable. Les textes de Camus forment un ensemble cohérent et qui répond mieux aux attentes des lecteurs hongrois, polonais, tchèques que les contorsions dialectiques que s'imposent les progressistes parisiens. Ils convergent avec des écrits venus alors et plus tard du froid. L'on pense aux discours ou essais de Vaclav Havel, de Lezlek Kolakowski, d'Alexandre Soljénitsyne et de tant d'autres encore[46]. La question du totalitarisme en est ici et là-bas le paradigme cardinal. Il n'est pas ou plus question de sauver le communisme. Ce sont ses fins et ses moyens, ses totems et ses tabous, ses tropismes qui sont en cause. La condamnation de l'intervention soviétique doit s'accompagner d'une rupture idéologique, d'un rejet clair des paradigmes que sont le marxisme-léninisme, le monde nouveau, la dictature du prolétariat etc. Il s'agit de dissocier l'idéal socialiste de la réalité communiste d'une part et de son idéologie religieuse et de guerre de l'autre. La critique que Camus fait des régimes communistes est une critique de gauche, mais qui n'est ni marxiste ni gauchiste. Elle s'inscrit dans le droit fil de *L'Homme révolté* où il opposait le socialisme autoritaire et le socialisme libertaire (OC3, 244 et passim). Deux formules la condensent. « Sans liberté, point de socialisme » (OC4, 560). « Le socialisme hongrois est aujourd'hui en prison ou en exil » (OC4, 561).

Un mot avant de conclure. L'Europe des États-nations s'est rétrécie entre 1914 et 1945. Elle est allée de l'Atlantique à l'Oural, puis de l'Atlantique aux Carpates enfin, suite aux accords de Yalta, de l'Atlantique au Tyrol. Camus est de ceux peu nombreux qui ont pensé que le sort du continent se jouait d'une part en Espagne de l'autre dans les pays colonisés par l'Union soviétique et que ni Franco ni le communisme ne dureraient *ad aeternum*. Son hommage à Salvador de Madariaga, grand écrivain européen de langue espagnole, complète ses écrits sur la Hongrie :

> L'Europe qui se fait aujourd'hui dans le sang innocent sera payée d'un terrible prix et nous, pour qui chaque vie humaine est irremplaçable, nous ne pourrons saluer de cris de joie sa renaissance. Mais elle renaîtra à l'Ouest comme à l'Est, à Madrid comme à Budapest. (OC4, 572-573).

Qu'en 1956, il associe les causes de l'Espagne et de la Hongrie montre que ce n'est pas un auteur de guerre froide. « La véritable Europe, déclare-t-il, existe, unie dans la justice et la liberté, face à toutes les tyrannies » (OC3, 992). Vu de Budapest, de Gdansk et de Madrid, Camus est un écrivain, un intellectuel, un citoyen européen de langue française.

Il appartient au monde d'avant 1989. Trente ans après sa mort, la révolte s'est à nouveau incarnée dans l'événement, c'est la révolution de velours qui fait tomber le régime communiste à Prague et ailleurs. La réconciliation de la France et de l'Allemagne, la décolonisation et l'atterrissage démocratique de l'autre Europe, l'élargissement de l'Union à l'Espagne, à la Grèce, à la Hongrie, à la Pologne, pour ne citer que ces pays qui lui étaient chers et/ou qui ont retenu l'attention du citoyen, sont autant d'événements qui répondent à ses vœux. L'Europe de Camus est la grande Europe qui va de l'Atlantique à la Mer noire, la maison commune des démocraties pacifiques[47].

---

[45] Raymond Aron, « Une révolution antitotalitaire », *Op. cit.* p. IX.

[46] Vaclav Havel, « Histoires et totalitarisme ». *Essais politiques*, Calmann-Lévy, 1989, p. 161-187 ; Lezlek Kolakowski, « *Totalitarianism and the Virtue of the Lie* » in Irving Howe (dir.), *1984 revisited*, New York, Perennial library, 1984, p. 122-135 ; Alexandre Soljénitsyne, *Les Droits de l'écrivain*, Seuil, « Points », 1972.

[47] Voir Jeanyves Guérin, *Albert Camus. Littérature et politique*, Honoré Champion, 2013.

Jeanyves Guérin
Université Sorbonne nouvelle Paris 3